Bureaux, No 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI MATIN, 6 JUILLET 1882.

OFFICIEL.

Lois de l'Etat de la Louisiane.

PUBLIÉES PAR AUTORITÉ.

Session régulière de 1882.

Baton Rouge.

No 27] LOI

Pour amender et décréter à nouveau l'article 1118 du code de Procédure.

Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que l'article 1118 du code de Procédure est amendé et décrété à nouveau dans les termes suivants:

Le créancier remettra en outre au juge son bond en faveur du défendeur pour une somme égale à celle qu'il réclame, avec un cautionnement bon et suffisant, pour répondre des dommages que le défendeur pourrait éprouver dans le cas où il serait prouvé que l'attachement a été obtenu à tort.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.
GEO. L. WALTON,
Président par interim du Sénat.
Approuvé ce 23 juin 1882.
S. D. MCENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 28] LOI

Pour amender et décréter à nouveau la section 3943 des Statuts Révisés de 1870, relatifs à la présence des témoins dans les affaires civiles.

Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que la section 3943 des Statuts Révisés de la Louisiane est amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants:

Sec. 3943—Tout témoin qui a été assigné à comparaître devant une cour quelconque de cet Etat, pour témoigner dans une affaire civile, et qui ayant comparu aura demandé et obtenu un certificat établissant le fait, ne sera plus forcé d'obéir à une nouvelle sommation de se présenter devant la cour pour la même affaire, à une session subséquente du tribunal, à moins qu'il n'ait été payé par la partie qui l'a fait citer comme témoin. Bien entendu que ledit témoin aura droit de faire écrire une demande de paiement à la partie qui l'a fait assigner ou à son avocat, si la partie réside hors de la paroisse, et cela trente jours au moins avant le premier jour de ladite session subséquente à laquelle il est requis de se rendre.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.
GEO. L. WALTON,
Président par interim du Sénat.
Approuvé ce 23 juin 1882.
S. D. MCENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 29] LOI

Pour abroger l'acte No 93 de la session régulière de l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, de l'année 1880, approuvé le 10 avril 1880, intitulé: "Acte pour mettre en vigueur les dispositions de l'article 1er de l'ordonnance pour venir en aide aux contribuables en défaut, et pour pourvoir au règlement de la dette contractée par l'Etat de la Louisiane en instituant des affaires pour recouvrement de taxes et de licences dans l'Etat de la Louisiane."

Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que l'acte No 93 de la session régulière de l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, de l'année 1880, approuvé le 10 avril 1880, et intitulé "Acte pour mettre en vigueur les dispositions de l'article 1er de l'ordonnance pour venir en aide aux contribuables en défaut, et pour pourvoir au règlement de la dette contractée par l'Etat de la Louisiane en instituant des affaires pour recouvrement de taxes et de licences dans l'Etat de la Louisiane" est et demeure abrogé.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.
GEO. L. WALTON,
Président par interim du Sénat.
Approuvé ce 23 juin 1882.
S. D. MCENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 30] LOI

Pour abroger un acte intitulé "Acte pour incorporer la *Shreveport Bridge Company* et pour autoriser la Compagnie à mettre ses ponts et à construire un chemin de la Rivière Rouge, en traversant Red Chute, jusqu'aux collines dans la paroisse Bossier, à percevoir un droit de péage pour l'usage dudit chemin, et pour d'autres objets." Approuvé le 15 août 1872.

Sec. 1. Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que l'acte No 95, intitulé "Acte pour incorporer la *Shreveport Bridge Company*, et pour autoriser la compagnie à mettre ses ponts et à construire un chemin de la Rivière Rouge, en traversant Red Chute, jusqu'aux collines dans la paroisse Bossier, à percevoir un droit de péage pour l'usage dudit chemin, et pour d'autres objets, approuvé le 15 août 1872, est et demeure abrogé.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.
GEO. L. WALTON,
Président par interim du Sénat.
Approuvé le 26 juin 1882.
S. D. MCENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 31] LOI

Relative à l'exercice de la médecine et de la chirurgie.

Sec. 1. Il est décrété par l'Assemblée générale de l'Etat de la Louisiane, Que nul ne pourra exercer la médecine ou la chirurgie, dans aucune de leurs branches, comme moyen d'existence, sans avoir d'abord fait devant un juge, un juge de paix, le greffier de la Cour de district, ou un notaire, dans la paroisse où il réside, une déclaration sous serment qu'il a reçu le degré de docteur en médecine d'une institution médicale régulièrement incorporée, d'une bonne renommée, soit en Amérique, soit en Europe, en exhibant le nom et la localité, ainsi que la date de diplôme qu'il a obtenu. Le degré de docteur en médecine sera prouvé par le diplôme émis par l'institution, et la bonne renommée de l'institution par le certificat du Bureau de Santé de l'Etat sorti en travers dudit diplôme et signé par le secrétaire. La déclaration ci-dessus devra aussi contenir le nom en plein de la personne qui l'a faite, la date et le lieu de sa naissance, le nom des endroits où elle a pu précédemment exercer la médecine ou la chirurgie. Pour chaque diplôme certifié ou visé par le Bureau de Santé, il sera payé 50 cts, et celui-ci conservera un registre des diplômes ainsi certifiés. Des copies certifiées de ces diplômes, sous la signature du secrétaire, seront reçues en preuve par les Cours de l'Etat. Il est bien entendu que le Bureau de Santé est autorisé à percevoir un droit de $5 pour certifier le diplôme de toute institution médicale respectable, sans se préoccuper du système de thérapeutique, et sans se demander si ledit système est régulier, homœopathique ou éclectique.

Sec. 2—Il est de plus décrété, etc., Que la déclaration sous serment exigée par la première section de cette loi sera enregistrée, au bureau du greffier de la Cour de district de la paroisse, dans un livre qu'il tiendra à cet effet, le dit greffier devant certifier la déclaration en Fendossant. Cette déclaration sera ensuite transmise au Bureau de Santé. Le fonctionnaire devant qui la déclaration est faite, à moins que ce ne soit un juge, recevra 50 cents d'honoraires, pour le fendossement enregistrant la dite déclaration au cellier d honoraires. Le greffier de la cour ne demandera rien pour la conservation des déclarations, mais toute copie des dites déclarations dument certifiée par le greffier de la cour sera reçue en preuve, et il sera payé 50 cts d'honoraires pour la dite copie.

Sec 3—Il est de plus décrété, Que les dispositions de cette loi ne s'appliqueront pas aux sages-femmes, ni aux personnes qui auront exercé la médecine ou la chirurgie dans cet Etat, sans diplôme, pendant les cinq années qui auront précédé le vote de cette loi, ni aux personnes qui auront exercé la médecine ou la chirurgie dans cet Etat avec des diplômes émanant d'une institution médicale régulièrement incorporée et qui leur reconnaîtra, soit en Europe, pendant les dix années qui auront précédé le vote de cette loi, une déclaration sous serment contenant ce qui suit: le nom au plein de la personne faisant la déclaration, la date et le lieu de sa naissance, la date de son diplôme si elle en a un, le nom et la localité de l'institution qui l'a émis, la date et le lieu où la dite personne a commencé à exercer la médecine en Louisiane, les noms des différents endroits où elle a pu précédemment exercer la médecine ou la chirurgie. Cette déclaration sera transmise au Bureau de Santé et donnera à celui qui l'a faite le droit d'être inscrit sur la liste des médecins ou chirurgiens enregistrés, laquelle sera publiée, ainsi qu'il est dit ci-après. Le fonctionnaire devant qui la déclaration aurait été faite sera droit à 50 cents d'honoraires. Le Bureau de Santé conservera les dites déclarations, et toute copie de ces déclarations, signées par le secrétaire, sera reçue en preuve dans les cours de cet Etat. Il sera payé 50 cts d'honoraires pour chaque copie. Toute personne qui, dans la déclaration exigée par cette section, fera sciemment une fausse assertion, sera considérée comme coupable de parjure et punie conformément aux lois actuelles.

Sec. 4—Il est de plus décrété, etc. Que toute copie de la déclaration enregistrée par le greffier de la cour de district, et par lui certifiée, constituera de prime abord la preuve que la personne qui a fait la déclaration est un médecin ou chirurgien dument enregistré. Une copie certifiée de la déclaration enregistrée au Bureau de Santé, ou un certificat émanant du dit Bureau portant que le nom de la personne mentionnée dans le certificat est sur la liste des médecins et chirurgiens enregistrés, sera une preuve concluante de ce fait.

Sec. 5—Il est de plus décrété, etc., Qu'il sera du devoir du Bureau de Santé de l'Etat de publier tous les ans dans le journal officiel de l'Etat, et, s'il n'existe pas de semblable journal, dans un des journaux quotidiens de la Nlle-Orléans, une liste de tous les médecins et chirurgiens enregistrés dans l'Etat avec le lieu de leur résidence. Cette liste ainsi publiée sera reçue par les cours de cet Etat comme preuve que les médecins et chirurgiens qui y figurent sont dument enregistrés, ainsi que l'exige la loi. Le Bureau de Santé est requis d'effacer de la dite liste le nom de toute personne qui aura été déclarée coupable d'un crime infâme par une cour de cet Etat ou des Etats-Unis, ou d'un Etat quelconque des Etats-Unis, soit que cette condamnation ait eu lieu avant ou après l'enregistrement. Le Bureau de Santé est également autorisé à effacer de la liste les noms des personnes qui mourront après l'enregistrement. Si le nom d'une personne quelconque est effacé de la liste sans juste motif, elle peut s'y faire rétablir par un writ de mandamus émis par les tribunaux judiciaires de l'Etat, en connaître, qui sont autorisés à prendre connaissance de ce genre d'affaires.

Sec. 6—Il est de plus décrété, etc., Que toute personne exerçant la médecine ou la chirurgie qui négligera de se conformer aux dispositions de la présente loi, ne sera pas admise au jury ou de la milice; elle ne pourra pas non plus percevoir d'honoraires ou réclamer une rémunération pour ses services, si témoigner dans aucune cour de cet Etat comme expert en médecine ou en chirurgie, ni donner de certificat comme médecin ou chirurgien, ni remplir aucun poste médical, ni être reconnue par l'Etat, ni aucune paroisse ou corporation municipale comme médecin ou chirurgien, ni jouir d'aucun des droits, privilèges ou exemptions accordés aux médecins et aux chirurgiens par les lois de cet Etat; elle sera en outre passible d'une amende de cent piastres pour toute violation de la présente loi, et pour chaque infraction de la loi elle sera condamnée à payer la dite amende au moyen d'une action civile instituée contre elle dans une cour de juridiction compétente, au nom et au profit de l'Hôpital de Charité de la Nlle-Orléans. Elle pourra en outre être poursuivie criminellement et punie conformément à la loi.

Sec. 7—Il est de plus décrété etc., Que cette loi ne s'appliquera pas aux médecins de la cité de Nouvelle-Orléans, ni aux chirurgiens résidant et exerçant leur profession dans d'autres Etats, qui pourraient être appelés, dans des cas particuliers, par un médecin enregistré de cet Etat, à venir donner ici leurs soins à des malades.

Sec. 8—Il est de plus décrété, etc., Que cette loi sera mise en vigueur à partir du 1er janvier 1883.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.
GEO. L. WALTON,
Président par interim du Sénat.
Approuvé, le 26 juin 1882.
S. D. MCENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 32] LOI

Pour améliorer la navigation des bayous et des rivières dans l'Etat.

Sec. 1—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que quiconque, ci-dessus, ou ci-après incorporées en vertu des lois générales de l'Etat, sont autorisées à curer les cours d'eau obstruées, et, par l'emploi d'écluses et d'autres moyens, à améliorer la navigation dans les rivières et bayous de cet Etat. Elles seront autorisées à percevoir un droit de péage dont le montant sera limité par les jurys de police dans les paroisses où les améliorations ont lieu ou pourront avoir lieu.

Sec. 2—Il est de plus décrété, etc., Que de pareils travaux n'interrompront pas la navigation ni n'autoriseront la perception d'un droit de péage sur des cours d'eau maintenant navigables.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.
GEO. L. WALTON,
Président par interim du Sénat.
Approuvé le 26 juin 1882.
S. D. MCENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 33] LOI

Etablissant un privilège sur les troncs d'arbres et les bois de forêts en faveur de la personne qui aurait fait avance de l'argent ou fourni des subsistances pour permettre à un autre de tuer, couper, transporter ou mettre à flot ces troncs d'arbres ou bois de forêts.

Sec. 1—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que toute personne avançant de l'argent ou fournissant des subsistances pour permettre à un autre de tuer, couper, traîner porter ou mettre à flot des troncs d'arbres ou bois de forêts, aura un privilège sur les dits troncs d'arbres ou bois de forêts.

Sec. 2—Il est de plus décrété, etc., Que toute loi ou partie de loi contraire à la présente est abrogée.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.
GEO. L. WALTON,
Président par interim du Sénat.
Approuvé, ce 26 juin 1882.
S. D. MCENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 34] LOI

Etablissant que c'est un délit [misdemeanor] de vendre ou de mettre en vente, d'exposer ou de placer sur le marché, pour être vendus, des sacres ou des médailles Valables au moyen de la glaceuse, ou toute autre substance étrangère, sans déclarer le fait par une estampille sur les colis.

Sec. 1—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que quiconque, ci-dessus, ou ci-après, vendra ou mettra en vente, exposera ou placera sur le marché, pour être vendus, des échantillons, boucauts, barils ou colis de sucre et de mélasse mélangés de glucose ou de toute autre substance étrangère, sans les estampiller comme tels au moyen de lettres bien claires et bien visibles, sera coupable d'un délit [misdemeanor], et, s'il est déclaré coupable, sera passible d'un emprisonnement de six mois au plus, et d'une amende qui n'excédera pas mille piastres et ne sera pas inférieure à deux cents piastres pour chaque infraction.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.
GEO. L. WALTON,
Président par interim du Sénat.
Approuvé, ce 29 juin 1882.
S. D. MCENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

HOSTETTER'S
CELEBRATED
STOMACH
BITTERS

L'opinion unanime du public et du corps médical est que les Hostetter's Stomach Bitters ont un médicament doué de résultats sont prompts et complets. Ils relâchent les fonctions du foie, donnent de la vigueur aux faibles, guérissent les affections des reins et de la vessie et hâtent la convalescence. C'est le grand spécifique contre les fièvres de la frissons, à vendre par les droguistes et par tous marchands en général.

Température du 5 juillet 1882

Thermomètre de C. DURAND, Opticien.

	Fahrenheit	Centigrade
6 heures du matin	70	21
Midi	80	26
2 P. M.	85	29
6 P. M.	80	26

Mercredi, 5 juillet 1882, 3 p. m.

Température (Fahrenheit) dans les villes suivantes:

Atlanta	72	Louisville, Ky	72
Augusta, Géo	84	Memphis, Tenn	78
Decatur, Tex	—	Mobile, Ala	81
Dallas, Tex	73	Montgomery, Ala	80
Galveston, Texas	74	Nashville, Tenn	76
Cincinnati, O	72	New Orleans, La	82
Davenport, Iowa	73	Omaha, Neb	79
Dubuque, Iowa	73	Pittsburg, Pa	70
Galveston, Texas	85	Savannah, Géo	82
Indianola	91	Shreveport, La	82
Keokuk, Iowa	74	St-Louis, Mo	74
Key West, Fla	90	St-Paul, Minn	75
La Crosse, Wis	78	Vicksburg, Miss	81
Leavenworth, Kan	77	Yankton, D. T	76

Hauteur des eaux au-dessus de l'étiage (eaux peu basses).

Augusta	5.11	Nashville, Tenn	9 06
Cairo, Ill	37 03	New Orleans"	2.10
Cincinnati, O	24.01	Omaha, Neb	13.07
Davenport, I	8.05	Pittsburgh, Pa	6.00
Keokuk, Iowa	14.06	Shreveport, La	12.11
La Crosse, Wis	—	St-Louis, Mo	32.09
Leavenworth, K	17 07	St-Paul, Minn	9 02
Louisville, Ky	14.02	Vicksburg, Miss	40 10
Memphis, Tenn	29.00	Yankton	11.02

La hauteur des eaux au niveau des hautes eaux de 1874 a été dépassée.

Sergeant Signal Corps U. S. A. DUNN.

MARIAGES, NAISSANCES ET DÉCÈS.

Inscrits au Bureau de Santé dans les dernières 48 heures.

Mariages.

Daniel Ader à Mlle Eva Kelly;
Chas Hein à Mlle Kate Breech;
Paul C Perret à Mlle Valerie Perret;
Chas Block à Mlle Lillie B Cochran;
John McCoy à Mlle Mary Fanning;
Wm H Berrygan à Mlle Delia H Walsh;
Chas L G Boesch à Mlle Vve A Seoari;
John F Sandeger à Mlle Nancy M Davis;
John B Stelner à Mlle D O'Donnell.

Naissances.

Mme S H Shepherd, un garçon, 4 juin;
" Nicholas Weil, un garçon, 28 janvier;
" John Toepfer, un garçon, 2 mai;
Bernard Abadie, un garçon, 10 juin;
Maurice Lafargue, un garçon, 24 mai;
" Thos E Mitchell, un fils, 18 juin;
Y Gonzales, Jr, un garçon, 25 juin;
Manuel Soares, un garçon, 25 juin;
Wm Wild, un garçon, 30 juin;
Jas Hanly, un garçon, 11 mai;
Marcellin Collins, une fille, 28 juin.

Décès.

Joseph Pfefferle, 40 ans, 240 rue Julia;
John Asbery, 32 ans, coin Felicité et Liberté;
Augustin Tafloudy, 8 jours, coin Broad et Bruxelles;
Clarice L Morphy, 42 ans, No 11 rue St-Antoine;
Julia M V Bedell, 3 ans, No 175 rue South Franklin;
Augustin Duthiel, 12 ans, coin Colombus et Villere;
James Hailes, 1 an, rue Constance, près Feuchère;
Mlle Lena Robinson, No 221 rue South Franklin;
Joseph Pius Kipper, 3 ans, 445 rue Jalle;
Hola Chester, 9 mois, 344 rue Douane;
Luke Brooks, 38 ans, coin Lafayette et Honoré;
Harry Taylor, 20 ans, coin St. Pierre et Rochelle;
Reuben Jones, 3 ans, rue Libéral, près Newton;
Maggie O'Neil Gaffney, 26 ans, coin Huitième et Baronne;
John Daly, 24 ans, No 124 rue Huitième;
Sophie E Seymour, 8 mois, coin Upperline et Laurel;
Joseph L Roque, 10 mois, No 241 rue Laurel;
Mme Alexandrine Molard, 62 ans, coin Washington et Carondelet;
Etienne Valentine, 16 ans, rue Quatrième, près St-Denis.

Voyageurs arrivés.

CITY HOTEL.

E G Knigt, Louisville; miss B Jones, Woodville J S Goodbrich, Clinton; Miss; miss Annie Butler, R Butler, West Feliciana; R S Mouth, Lake; fams ne et fille, Baton Rouge. Mme M Mc Cade, Wm Cade, Mme E B Bragg, Mlle Iberia, T Ellis, Jos; C O Chenault, Washington, D C; W Byrne, San Antonio; W Russell, D E Cleveland, Miss J L Russell et fille, Miss D D Smith et fille, Bonham, Tex.

Cour du recorder Hiltenberger.

—John Kenny, convaincu de n'avoir aucun moyen d'existence; Francis Joseph, convaincu d'être dangereux et suspect—ont été condamnés à $20 d'amende ou trente jours de geôle de police.

J. C. Langdon, convaincu de bris de pale, a été condamné à $10 d'amende ou vingt jours de détention à la même geôle. Sur le chef de port d'armes cachées, il a été envoyé à la cour criminelle de district, Cautionnement de $250.

Mme John Wagner, convaincue de bris de pale et de langage obscène, ont donné un cautionnement de $250 pour répondre de leur comparution. Les deux messieurs sont en outre prévenus de voies de fait.

Mlle Stella Pugh ou Nigger Willis, a été condamnée à $25 d'amende ou trente jours de geôle de police, pour ivresse, bris de pale et langage obscène.

Wm. Thomas ou Wm. Harris ou Wm. Young, convaincu de bataille et de bris de pale, a été condamné à $10 d'amende ou vingt jours de geôle de police.

Odlia Smith, qu'on croit atteinte d'aliénation mentale, a été envoyée en prison. Elle y restera jusqu'à ce que le médecin de la ville se prononce sur son état.

Cour du recorder Davey.

—M. M. J. Sheehan remplace provisoirement M. Davey, démissionnaire.

John Green, accusé d'avoir b'gné Joe Moore, a été incarcéré en attendant l'instruction. Il n'a pas pu fournir un cautionnement de $2,500.

Marie Mager et Marie Leary ont été condamnées à $20 d'amende ou trente jours de geôle de police, pour ivresse.

John Donovan et Lavinia Hawkins, prévenus d'être entrés dans des maisons, dans une intention de vol, ont été incarcérés en attendant l'instruction. Ils n'ont pas pu donner un cautionnement de $500.

Ventes judiciaires aux bureaux de l'annotateur des aliénations:

Suc. J A Turcell à P. St. Amand, le carré d'îlet contenant 20 terrains dans l'îlet compris entre le Carrollton Avenue et les rues Conti, Bienville et St-James.

C Stiegler à A Peppels, deux terrains et bâtisses faisant face à la rue Columbus, dans l'îlet compris entre les rues Columbus, Laharpe, Dorgenois et Broad $250

Vve Jas Saunders à Henry F Koch, un terrain et bâtisses faisant face à la rue Bertha, dans l'îlet compris entre les rues Bertha, Short et Esconde et le Canal Avenue $250

Mme C F Ballard et als au Dr J N Folwell, deux terrains et bâtisses faisant face à la rue Magazine, dans l'îlet nommé entre les rues Magazine, Constance, Philip et Jackson $10,500

J A Spohr à Mme Thos Holton deux terrains et bâtisses faisant face à l'Avenue Pacifique, dans l'îlet compris entre les Avenues Atlantique et Pacifique et les rues Jackson et Markes $975

Mme Veuve J. W. Simpson à Mme veuve J. M. Norman, six terrains et bâtisses dans l'îlet compris entre les rues Chestnut, Lyon, Bordeaux et Plaquemines $2200

H. B. Capers & Co. à C. McCarthy, quatre terrains dans l'îlet compris entre les rues Thalie, Remparts, Dryades et Melpomène $1700

T. W. Bothick et als à J. B. Cier, un terrain et bâtisses faisant face à la rue Remparts dans l'îlet compris entre la rue Esplanade, Remparts, Bassin, Lafayette et sud Poydras $2150

Incendies. — Hier matin, à une heure et demie, un incendie, dont on ignore la cause, a éclaté dans une maison haute en briques, No 23 de la rue Jefferson, propriété de Mme Schwaiger et occupée par M. Dennis Tracy qui y tenait une tonnellerie.

La bâtisse a été détruite. La perte est de trois mille piastres.

—La maison attenante, le No 21, appartenant à Mlle Mary Koch, a été endommagée. Les réparations en auront cent cinquante piastres.

Les dépendances des bâtisses Nos 143 et 150 de la rue de Chartres ont subi les mêmes dégâts.

—Un feu, occasionné par des enfants qui jouaient avec des pétards, s'est déclaré chez M. Vain, au coin des rues Colisée et Félicité. Les flammes ont été promptement éteintes.

—Un autre incendie a éclaté dans la demeure de M. Herman Brazie, No 336 de la rue Philippe. Les dégâts sont d'une cinquantaine de piastres.

—Un quatrième feu s'est déclaré hier matin, à trois heures et demie, dans une maison (en bois) de la rue Gasquet, entre Roobebave et Dorgenois, propriété de M. P. Ryan, et qu'habitait Mme Beacher. La bâtisse a été détruite, elle était assurée. Les meubles de Mme Beacher ont été consumés; ils n'étaient pas assurés. La perte est de $1800. On a tout lieu de croire que cet incendie est l'œuvre de la malveillance.

La maison adjacente, appartenant à M. Alex Amadre a été endommagée. Les réparations coûteront deux cents piastres.

Pendant le feu, Mike Collins et Hermann Kelley, membres de la pompe No 13, ont été légèrement blessés.

—Un cheval attelé à une voiture dans laquelle se trouvaient un monsieur, deux dames et un baby, a eu peur d'un des "dommies," à l'encoignure Canal et Prieur; il a renversé le véhicule et une des dames a été légèrement blessée.

—Il a été enregistré 10,043 procès à la cour civile de district, du 1er novembre 1881 au 3 juillet 1882.

—L'association Howard a été: M. J. Marcantel, président; M. Fred N. Berdin, vice-président; M. F. W. Boutmayd, secrétaire; M. S. B. Newman, trésorier. Les directeurs sont: MM. Philippe Buchanan, John M. Coos, R. L. Robertson, Henri Gindre et T. Généreilly.

—Le bateau à vapeur Assomption s'est heurté, à Carrollton, contre deux barges, qui ont été fortement endommagées.

—M. M. J. Reilly, en passant, à une heure du matin, au coin des rues Bassin et Perdido, a été assailli par quatre nègres qui ont essayé de le détrousser. Il a reçu plusieurs contusions. On l'a transporté à l'hôpital, où ses blessures ont été pansées. Les nègres ont disparu.

—John Donovan, qu'on croit atteint d'aliénation mentale, a été arrêté dans la chambre de M. Patrick Morris, au coin des rues Fulton et Joséphine; il n'avait pas le moindre vêtement sur lui et a refusé de sortir de la maison.

—Une pendule de sept piastres a été volée dans la chambre du pilote du steamer "H. S. Oteri," amarré au pied de la rue Galenié.

—M. Les Hooper, demeurant à l'encoignure Foucher et Carondelet, a déchargé son revolver sur un nègre qui était dans sa cour; le nègre a pris la fuite, poursuivi par M. Hooper, qui est parvenu à le faire prisonnie;. Tout en courant, le poursuivi a laissé tomber un panier contenant trois volailles, que M. Hooper a ramassé. A la station de police du septième "precinct" on a trouvé sur le nègre trois nappes et dix mouchoirs, qui appartiennent à M. Hooper et que celui-ci a reconnus.

—Une rixe a eu lieu dans la rue Bourgogne, près Bienville, entre une femme de couleur, nommée Laura et un nègre du nom de King; ce dernier a reçu un coup de couteau à la figure. La blessure n'a aucune gravité. Laura a été arrêtée.

—Un individu dont on ignore le nom et qui était gardé en face de la résidence de M. Geo. Chittenden, rue Baronne, entre Melpomène et Thalie, a tiré un coup de pistolet sur M. Chittenden. La balle a traversé le chapeau de ce dernier.

—Deux voleurs sont entrés dans les bureaux de M. Boyle, au No 40 de la rue Royale, et y ont enlevé quinze boîtes de cigares valant une trentaine de piastres.

—Une rixe a eu lieu, entre Joe Moore et Anthony Green ou Mobile—tous deux de couleur—à la demeure de Greco, à l'encoignure Delord et St-Charles; Moore a essayé à son adversaire un coup de bâton sur le tête, puis s'est enfui; Green l'a poursuivi, lui a porté un coup de couteau à la joue gauche, sous l'oreille, et lui a en outre enlevé un morceau du nez. On a transporté le blessé à l'hôpital, où sa blessure, qui est grave, a été pansée par le Dr Miles. Green a été arrêté.

DEPECHES Télégraphiques

Transmises à l'ABEILLE.

Situation de plus en plus tendue à Alexandrie.

Londres, 5.—Des télégrammes particuliers d'Egypte annoncent que la situation est si tendue qu'une collision est inévitable.

Le correspondant de l'agence Reuter à Alexandrie dit que l'explication demandée par l'amiral Seymour au gouvernement égyptien relativement au bruit qui courait de l'intention que l'on avait de bloquer l'entrée du port avec des navires chargés de pierres, l'amiral Seymour a déclaré qu'il renverrait cette mesure comme un acte d'hostilité ouverte. En attendant les Egyptiens enlèvent de grandes quantités de provisions et de munitions aux forts de la côte.

La Conférence—Ses travaux.

Londres, 5.—Une dépêche de Paris au Times dit: La conférence va viendra probablement à une décision aujourd'hui; elle requerra formellement l'intervention de la Porte en Egypte. Le principe de l'association collective a déjà été adopté; si la Porte refuse aux conditions proposées, il faudra agir; il est probable qu'alors les différentes puissances agiront de concert, mais si par le plus grand des travail reviendra de di.cil à l'Angleterre.

Ce que contient l'intervention de l'Angleterre.

Londres, 5.—Dans un éditorial, le Daily News prévoit l'intervention armée de l'Angleterre, en Egypte et en cas. Il pense que Arabi bey doit songer à la perte qui en résulterait et qui s'élèverait de 4 à 4 1/2 millions de livres sterling.

Armement dans l'Inde pour l'Egypte

Londres, 5.—Dépêche à l'agence Reuter, en date de jeudi, Bombay, dit: Les ordres sont donnés de préparer un corps de 16,000 anglais et de 5000 indiens y compris trois bataillons d'artillerie pour partir en Egypte.

Un grand nombre de trains de siège s'organisent à Chatham. A Aldershot pour préparer un rendez-vous pour les réserves.

Armement en Angleterre.

Londres 5 - 20,000 armes ont été distribuées aux différents centres militaires pour armer les réserves.

On a ordonné la distribution de 20,000 autres.

Londres, 5—Des ordres ont été envoyés à Woolwich, à Chatham, à Aldershot de préparer des rendez-vous pour les réserves.

Note collective de la conférence à la Porte.

Constantinople, 5—On affirme que la conférence a résolu, aujourd hui, d'adresser une note collective à la Porte au sujet de la question d'intervention en Egypte.

On redoute que la Cathédrale St-Pierre et St-Paul ne soit minée.

Londres. 5—Le correspondant du Times à St-Pétersbourg dit: conformément aux informations venant d'une autorité sûre, le Dr Weimar aurait été condamné à l'exil en Sibérie, et encore dans la forteresse de St-Pierre et St-Paul. Il regnait dernièrement une grande anxiété pour la sûreté de la cathédrale, attendu que l'on redoute que le secret immédiat de la but d'y faire sauter l'empereur pendant les cérémonies du couronnement.

Discours du Pape au Consistoire.

Rome, 5—Dans son discours au Consistoire, lundi, le Pape a dit que la situation de l'Eglise en Italie était pire que jamais. Le gouvernement, a-t-il ajouté, est mauvais lui-même, hostile aux catholiques et refuse de traiter à 20 évêques qui lui, Pape, avait nommés.

La nation Windthorst, clérical, rejetée.

Berlin, 5—La Reichstag a rejeté la motion de Herr Windthorst qui avait été adoptée par le Reichstag, laquelle abrogeait la loi interdisant l'exercice non autorisé des fonctions ecclésiastiques.

WASHINGTON.

CONGRÈS.

Sénat.

Le bill d'allocation de $75,600 pour l'érection d'un édifice public à Dallas, Texas, a été voté par la chambre, est adopté.

A 2 h. 15 le bill des banqueroutiers est mis en discussion.

M. Ingalls, qui a charge du bill, déclare que, vu que la session est fort avancée et que les affaires importantes abondent, le comité n'insiste pas sur le bill actuellement.

Il demande que les amendements à ce bill soient ignorés et deviennent l'objet spécial de l'ordre du jour du premier mercredi de décembre prochain. Adopté.

Le bill du sénat ayant pour but de créer le Territoire de Pembina est mis en discussion.

Sur une loi de M. Saunders le sénat refuse de déposer sur le bureau la motion

M. Hoar appuyé par les républicains.

M. Vest fait opposition au bill.

Avant de rien décider, le sénat entre en séance exécutive.

M. McMillan, du comité du commerce, fait le rapport avec amendements sur le bill des revières et ports.

Il en demandera la discussion demain, avec l'impression.

A heures 15 le Sénat entre en séance exécutive, puis s'ajourne à demain.

Chambre.

La motion faite, lundi dernier, par M. Blanchard, tiene, de suspendre les règlements pour permettre la discussion du bill de $50,000 pour l'érection d'un édifice public à Shreveport, est discutée pendant une demi-heure. M. Harrows, député de la même localité, propose d'augmenter la discussion pour en porter le vote de $100,000. Il prétend qu'il y a un besoin à Shreveport d'une maison de cour, attendu que la Cour des Etats-Unis n'a aucune affaire criminelle à juger, et qu'il a été jugé inutile de faire des dépenses pour ce qui a, un instant, mis en feu tout le ciel.

Puisque nous parlons du ciel, disons que, lui aussi, semblait avoir voulu se mettre de la partie, et faire d'une façon grandiose la soirée du 4 juillet.

De vagues nuages noirs venaient de s'élever à l'horizon. De leur sein s'échappaient d'immenses éclairs qui sillonnaient la moitié du firmament, et dont les feux venaient parfois se marier d'une façon saisissante à l'éclat des fusées et des bombes du feu d'artifice. Certes, ce n'a pas été là un des moins beaux spectacles de cette brillante soirée.

Les danses ont ensuite commencé avec un rare entrain; c'est certainement un des bals les plus attrayants auxquels nous ayons assisté. Et la direction de l'association a droit à tous nos éloges. On a transporté le blessé à l'hôpital, où sa blessure, qui est grave, a été pansée par le Dr Miles. Green a été arrêté.

—Un mulet attelé à une voiture dans laquelle se trouvaient un monsieur, deux dames et un baby, a eu peur d'un des "dommies," à l'encoignure Canal et Prieur; il a renversé le véhicule et une des dames a été légèrement blessée.

—Il a été enregistré 10,043 procès à la cour civile de district, du 1er novembre 1881 au 3 juillet 1882.

—L'association Howard a été: M. J. Marcantel, président; M. Fred N. Berdin, vice-président; M. F. W. Boutmayd, secrétaire; M. S. B. Newman, trésorier. Les directeurs sont: MM. Philippe Buchanan, John M. Coos, R. L. Robertson, Henri Gindre et T. Généreilly.

—Le bateau à vapeur Assomption s'est heurté, à Carrollton, contre deux barges, qui ont été fortement endommagées.

—M. M. J. Reilly, en passant, à une heure du matin, au coin des rues Bassin et Perdido, a été assailli par quatre nègres qui ont essayé de le détrousser. Il a reçu plusieurs contusions. On l'a transporté à l'hôpital, où ses blessures ont été pansées. Les nègres ont disparu.

—John Donovan, qu'on croit atteint d'aliénation mentale, a été arrêté dans la chambre de M. Patrick Morris, au coin des rues Fulton et Joséphine; il n'avait pas le moindre vêtement sur lui et a refusé de sortir de la maison.

—Une pendule de sept piastres a été volée dans la chambre du pilote du steamer "H. S. Oteri," amarré au pied de la rue Galenié.

—M. Les Hooper, demeurant à l'encoignure Foucher et Carondelet, a déchargé son revolver sur un nègre qui était dans sa cour; le nègre a pris la fuite, poursuivi par M. Hooper, qui est parvenu à le faire prisonnie;. Tout en courant, le poursuivi a laissé tomber un panier contenant trois volailles, que M. Hooper a ramassé. A la station de police du septième "precinct" on a trouvé sur le nègre trois nappes et dix mouchoirs, qui appartiennent à M. Hooper et que celui-ci a reconnus.

—Une rixe a eu lieu dans la rue Bourgogne, près Bienville, entre une femme de couleur, nommée Laura et un nègre du nom de King; ce dernier a reçu un coup de couteau à la figure. La blessure n'a aucune gravité. Laura a été arrêtée.

—Un individu dont on ignore le nom et qui était gardé en face de la résidence de M. Geo. Chittenden, rue Baronne, entre Melpomène et Thalie, a tiré un co